

PSE

SOCIALISTES &
DÉMOCRATES

**PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN
LISBONNE, 7-8 DÉCEMBRE 2018**

JUSTE

LIBRE

DURABLE

**L'Europe progressiste
que nous voulons**

**SOCIÉTÉS ÉGALITAIRES:
UNE EUROPE SYMBOLE DE L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES
ET DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES**

RÉSOLUTIONS



www.pes.eu
www.facebook.com/PES.PSE
www.twitter.com/PES_PSE

[#ProgressiveEurope](https://twitter.com/ProgressiveEurope)

SOCIÉTÉS ÉGALITAIRES:

Une Europe symbole de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes

2017 et 2018 ont été des années de révolte pour les femmes des quatre coins de la planète, qui ont crié au monde d'une seule voix qu'elles en avaient assez : assez d'être payées moins que les hommes pour un même travail, assez de ne pas être libres de décider de leur corps, assez d'être harcelées et exploitées au travail et au-delà du monde du travail, assez d'être maintenues à domicile et forcées à remplir des rôles traditionnels.

Le moment est en effet venu de combler le fossé qui sépare encore et toujours les hommes et les femmes, que ce soit au niveau du respect des droits humains ou de l'égalité des chances ou de l'accès aux postes de décisions. Toutefois, les droits des femmes ont également connu de sérieux revers de la part des néo-conservateurs, des intégristes religieux et des populistes d'extrême droite. Dans de nombreux cas, l'absence persistante de services publics adéquats oblige les femmes à rester chez elles pour s'occuper de leurs proches. Partant de ce constat, le PSE et le PES Femmes sont déterminés à soutenir toutes les femmes dans la poursuite de leur lutte pour que leurs droits soient garantis dans l'Union européenne (UE) et au-delà, et dans leur combat contre tous les types de discrimination et contre les stéréotypes à l'égard des filles, dès leur plus jeune âge.

Nous souhaitons faire avancer l'égalité hommes-femmes dans tous les

domaines et dans tous les secteurs en demandant que l'UE se dote d'une stratégie pour l'égalité des genres, comme l'a promis la Commission européenne et l'a demandé le Conseil. Le PSE et le PSE Femmes appellent dès lors l'UE à appliquer le principe de la budgétisation sensible au genre lors de la préparation de son budget. Non seulement l'UE doit respecter les obligations internationales comme le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies (garantir la parité sur la planète), mais elle a également la responsabilité, envers 52 % de ses citoyens, de veiller à l'égalité politique, économique et sociale des femmes. Voilà pourquoi il nous incombe de collaborer avec les régions limitrophes et avec les organisations et initiatives internationales afin d'échanger les bonnes pratiques, d'identifier des domaines communs de coopération et de mettre en place des synergies collectives dans le but d'encourager la solidarité entre les femmes et de promouvoir l'égalité hommes-femmes au niveau international.

1. Mettre un terme à la violence envers les femmes

L'année passée nous a montré que la lutte pour les droits des femmes est essentiellement un combat pour leur sécurité. Grâce à la poussée du mouvement #metoo, des milliers de femmes se sont exprimées et se sont mobilisées contre les actes de violence physique

et mentale dont elles sont quotidiennement victimes à la maison, au travail, dans l'espace public et au sein de nos communautés. La multitude de femmes concernées, qui ont fait entendre leurs histoires, montre combien il est urgent que nous menions une action politique afin que toutes les femmes puissent prendre une part égale à tous les échelons de la société sans crainte d'être victimes de harcèlement ou de violence.

Dans l'UE, une femme sur trois a subi au moins une forme de violence physique et/ou sexuelle depuis l'âge de 15 ans¹. Cela prouve que nous devons combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique, la violence sexuelle et le viol, la traite des femmes, les mutilations génitales féminines, le harcèlement sexuel, les mariages forcés et les crimes dits « d'honneur ». Cela implique de nous attaquer à la violence psychologique ainsi qu'au harcèlement et à la violence verbale dans les espaces publics et sur internet, tout en combattant l'objectivation pornographique des femmes et leur représentation négative dans la publicité sexiste. Qui plus est, tant les décideurs que la société dans sa totalité doivent trouver des solutions globales pour non seulement mettre un terme à la banalisation de pareils agissements, par le biais de programmes d'éducation et de sensibilisation, mais également mettre fin à l'impunité des auteurs et aller vers la dissuasion et la criminalisation par la voie législative et par des politiques efficaces.

Le PSE et le PSE Femmes prient instamment l'ensemble des États membres de l'UE de ratifier et de mettre en œuvre la Convention d'Istanbul, que le Conseil de l'Europe a introduite en 2011 pour faire de l'Europe un espace plus sûr

pour toutes les femmes, en reconnaissant de nombreuses formes de violence fondée sur le genre, et en prenant des mesures pour les prévenir, protéger les victimes et poursuivre les auteurs. La ratification et l'application de la Convention d'Istanbul dans la législation nationale constituent l'unique manière pour l'Europe de garantir la protection et la sécurité de toutes les femmes, de toutes les jeunes filles et de tous les groupes vulnérables en Europe, dont les femmes réfugiées, les migrantes et les personnes LGBTIQ qui arrivent en Europe. L'Union européenne et ses États membres doivent amplifier leurs actions pour éradiquer les violences sexuelles et sexistes, pour éliminer les déséquilibres de pouvoirs entre les hommes et les femmes et pour respecter, défendre et appliquer les droits des femmes dans l'ensemble des domaines d'action politique.

2. Mon corps, mes droits

La négation du droit des femmes à disposer de leur corps ou de leur accès à quelque forme que ce soit de soins médicaux discrédite la promotion et le respect de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux. Ni l'interdiction pure et simple de l'avortement, ni les tentatives visant à interdire l'accès des femmes à des services d'avortement médicalisé n'ont jamais empêché un avortement ; cela rend la vie des femmes plus difficile et plus dangereuse, en les forçant soit à recourir chez elles à des procédures détournées qui mettent leur santé et leur vie en danger, soit à se rendre dans un autre État ayant légalisé les procédures d'interruption de grossesse. Voilà pourquoi il est urgent d'allouer plus de ressources et de donner la priorité aux infrastructures d'éducation et de sensibilisation à la santé et aux droits

¹ <http://fra.europa.eu/en/publication/2014/violence-against-women-eu-wide-survey-results-glance>

sexuels et reproductifs, tout en reliant ces derniers à l'autonomisation et à l'indépendance socio-économiques des femmes. Il convient de davantage privilégier la prévention et une éducation sexuelle globale à destination de tous les adolescents, jeunes filles et jeunes garçons à l'école et en dehors. Pareil choix les équiperait, y compris en milieu rural, de meilleures connaissances pour décider de leur propre corps, de leur santé et de leur vie, et pour gérer des relations sexuelles et sociales saines. Dans le même temps, la promotion de la santé et des droits sexuels et procréatifs doit devenir la norme, y compris en ce qui concerne l'accès à des méthodes d'avortement sûres et légales pour toutes les femmes dans l'ensemble de l'UE. Nous souhaitons voir ces droits inscrits dans le programme Santé de l'UE. Chaque pays devrait offrir aux femmes un accès à des mesures contraceptives et à des services d'accompagnement à prix raisonnable. Le PSE et le PSE Femmes poursuivront leur lutte pour ces droits dans tous les pays et nous devons soutenir les initiatives paneuropéennes qui combattent la désinformation, comme le fait la plateforme Allofus².

3. Éliminer les disparités entre les hommes et les femmes

En dépit des progrès lents mais continus effectués au cours de la dernière décennie vers l'égalité hommes-femmes, 2017 ne fut pas une année à succès. En fait, l'écart entre les femmes et les hommes dans la santé, l'éducation, la politique et l'économie s'est creusé pour la première fois depuis que l'on a commencé à consigner des données en la matière, en 2006.³ L'UE se doit de renverser cette tendance et de se hisser à la pointe des efforts visant à autonomiser les femmes et les jeunes filles et à les intégrer à parts égales dans les instances décisionnelles, en commençant par combler l'écart salarial entre hommes et femmes et par éliminer les facteurs sous-jacents. Dans une Europe où l'écart européen des salaires entre les hommes et les femmes atteint 16 % et l'écart des pensions 39 %, le PSE Femmes et le PSE continueront à demander des objectifs chiffrés clairs et contraignants (deux points de pourcentage par an, par État membre et

par groupe d'âge), un audit européen sur l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, des grilles de transparence, une certification « Salaire Égal » et des sanctions dissuasives en cas de non-respect. Le PSE et le PSE Femmes appellent l'UE et ses États membres à gommer l'écart de salaires entre hommes et femmes à l'horizon 2030.

Qui plus est, l'UE doit veiller à ce que la répartition du travail rémunéré et non rémunéré (comme les responsabilités de soins) se fasse d'une manière juste et équitablement équilibrée entre les femmes et les hommes. Un cadre juridique européen plus ambitieux, dans le droit-fil de ce que vise la directive concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, permettrait à l'UE et à ses États membres d'éliminer les causes sous-jacentes de l'écart des salaires, y compris les situations qui relèguent les femmes dans des emplois à temps partiel ou qui les obligent à interrompre leur carrière. L'absence de mécanismes de congé et d'infrastructures connexes — comme des structures d'accueil des enfants à prix raisonnable et de grande qualité pour tous les enfants de la naissance jusqu'à l'âge scolaire et de services d'accompagnement pour les personnes dépendantes, qui permettraient pourtant d'aider les femmes à combiner travail et responsabilités privées — maintient en place la ségrégation professionnelle qui cantonne les femmes à des secteurs plus faiblement rémunérés (dès un très jeune âge) et le plafond de verre. En outre, il convient de mettre en place des mesures spécifiques de soutien actif à l'emploi des femmes, telles que des formations formelles et informelles et des programmes encourageant les jeunes à choisir un emploi indépendamment de parti pris sexiste, tout en garantissant des salaires couvrant au moins les besoins essentiels, assurant des conditions de vie et un vieillissement actif décent. Les lacunes des systèmes fiscaux nationaux doivent être comblées en vue de réduire les inégalités économiques entre les femmes et les hommes. Ajoutons que l'Europe doit impérativement relever et garantir la participation politique des femmes et favoriser de nouveaux modèles prônant l'égalité pour toutes les jeunes filles et dans tous les secteurs, par le

¹ <https://twitter.com/joinallofus>

² <https://www.weforum.org/reports/the-global-gender-gap-report-2017>

biais d'actions ciblées. L'Europe doit encourager les partis et les institutions nationaux et européens à atteindre une démocratie paritaire et à développer davantage de programmes politiques tenant compte de la problématique hommes-femmes.

Pour réaliser ces objectifs et pour contrer et changer les normes liées au genre, il demeure crucial d'intégrer l'égalité hommes-femmes aux politiques publiques, au vu de l'importance de ce concept pour la société dans son ensemble. Il apparaît ainsi inévitable d'aborder la question de l'égalité des sexes d'un point de vue intersectoriel. Chaque étape des processus d'élaboration de politiques doit prendre en compte la représentation et les relations hommes-femmes, y compris la budgétisation sensible au genre. Cela étant dit, nous devons mettre l'UE et ses États membres face à leurs responsabilités et préserver le financement des projets entrepris par des mouvements féminins, tels que le nouveau programme Daphné. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à une représentation équitable et active de 52 % de la population mondiale, afin que les femmes puissent non seulement gagner du pouvoir, mais également atteindre une égalité hommes-femmes pérenne.





Austria SPÖ



Belgium PS



Belgium SPA



Bulgaria BSP



Croatia SDP



Cyprus EDEK



Czech Republic
CSSD



Denmark SD



Estonia SDE



Finland SDP



France PS



Germany SPD



Greece PASOK



Hungary MSZP



Ireland Labour



Italy PD



Italy PSI



Latvia Saskaņa



Lithuania LSDP



Luxembourg
LSAP



Malta Labour



Netherlands
PvdA



N.Ireland SDLP



Norway LP



Poland UP



Poland SLD



Portugal PS



Romania PSD



Slovakia SMER



Slovenia SD



Spain PSOE



Sweden SAP



UK Labour

Follow us on www.facebook.com/pes.pse
and www.twitter.com/pes_pse.

Party of European Socialists (PES)

**10 – 12 Rue Guimard
1040 Brussels
Belgium**

**T +32 2 548 90 80
info@pes.eu
AISBL-BBCE-N 0897.208-032**

This publication received financial support of the European Parliament. Sole liability rests with the author and the European Parliament is not responsible for any use that may be made of the information contained therein. This Brochure was printed on a recycled paper with environmental safe water based inks.

December 2018